

HISTORIQUE

Depuis 30 ans, chaque élection législative a chassé la majorité sortante et déclenché l'alternance. Si 2007 faisait exception, ce serait pour la gauche une gifle pire que celle du fameux 21 avril. Il reste deux mois pour éviter ça. La responsabilité en incombe bien sûr d'abord à la candidate du Ps, mais aussi à chaque groupe et à chaque citoyen de gauche.

Mettons en avant ce qui rassemble et entraîne (le social, Ségolène, pas la trique !). Dénonçons pied à pied les boniments de Sarkozy (qui sert le rentier en flattant le travailleur) et le vide très étudié de Bayrou, membres, aujourd'hui comme demain, de la même coalition.

La lettre MetroPol-Paris cherche des correspondants aux quatre coins de l'Île de France, des illustrateurs, et toute bonne volonté pour son enrichissement et sa diffusion.

> VA-T-ON SACCAGER ACHÈRES ET CONFLANS ?

Autoroute 104 : le tronçon imbécile

Une ville entière se dresse contre la menace du ministre Perben de la couper en deux par une autoroute ! Conflans Sainte Honorine (78) a mobilisé des milliers de manifestants, le 3 février, avec le renfort des autres communes concernées, Achères, Pierrelaye et Eragny (95). Le fait que ces villes à sacrifier soient toutes à majorité de gauche n'est, paraît-il, que coïncidence... Pour le nécessaire bouclage de la Francilienne, le gouvernement a choisi la pire des solutions : un chantier de 2 milliards d'€, techniquement aberrant (3 franchissements de la Seine), gâchant l'environnement de 200.000 personnes à partir de 2015. Sur Conflans, 9 écoles seraient frôlées par un trafic de 150.000 véhicules/jour. Tout cela pour déboucher sur un cul de sac, l'autoroute A 13 qui, à Orgeval, est déjà saturée.

Collectif pour la protection des riverains de l'A 104 : a104.org

Pourquoi ne pas passer en zone moins urbanisée, au nord-ouest de Cergy, en marge du Vexin ? Contre l'avis de la Région, l'Etat répond : pour mieux desservir l'usine Peugeot de Poissy (mais un aménagement de la route actuelle y suffirait), ainsi qu'une future plate-forme portuaire à Achères (elle-même contestée). Et l'agglomération toute proche de Cergy-Pontoise soutient aussi ce tracé sud qui débouche sur Conflans (ou Chanteloup). « Nous ne pouvons pas laisser faire cela » affirme le maire de Conflans, **Philippe Esnol**. Elargissant sa vision au-delà de ce projet ubuesque, il demande une pause dans l'excroissance indéfinie de la région Ile de France : ce « toujours plus » d'habitants, d'entreprises et d'infrastructures qui finit par ruiner la qualité de la vie.

Le scandale du logement

>> LIRE EN PAGE 3

par **Marie-Noëlle Lienemann**, ministre du Logement en 2001 / 2002

Les salaires servent à financer la rente immobilière.
Il faut enfin s'attaquer à la rareté et à la cherté du logement en France !

> LE 4e AGE RAPPORTE, MAIS...

L'Essonne va développer le service public

Une population jeune... mais qui va vite vieillir. Avec une forte augmentation des plus de 75 ans (+40%) dans les 5 années à venir, l'Essonne doit préparer ce bouleversement, comme d'ailleurs l'ensemble du pays. Le schéma personnes âgées 2005-2010 qu'a choisi **Jérôme Guedj**, vice-président du Conseil général, affirme une volonté qui n'est pas si commune : diversifier les maisons de retraite. Le Département veut créer, en 6 ans, 2.000 places nouvelles. Mais, sans intervention de la puissance publique, seuls des groupes privés commerciaux proposeront de créer de nouveaux établissements. Or, en Essonne, le secteur lucratif gère déjà plus de 50% des places en maison de retraite, contre 30% pour le secteur associatif et 20% pour le secteur public. C'est pourquoi l'assemblée départementale a décidé de donner la priorité à la création d'établissements associatifs ou publics et, face au manque de projets, de prendre directement les choses en main. Une structure publique nouvelle gèrera donc 6 maisons de retraite publiques, soit environ 500 places. Une vision offensive du service public qui bouscule le petit monde bien rentable des maisons de retraite.

> LE NOM DE LA ROSE

Le livre, échange de première nécessité

Et si les étals de bouquins gratuits essaïmaient dans la ville comme des machines à café ? Chaque gare, lycée ou entreprise aurait le sien : lectures à consommer sans modération ! On y vient doucement, à Paris-12e. : déjà, dans les réceptions municipales, à côté des petits fours et du mousseux, trône maintenant un stand de livres à picorer librement. Inspirée du bookcrossing (abandon d'ouvrages dans des lieux publics), l'idée est d'amener les habitants à faire don de quelques ouvrages et d'inviter le public à les lire ... et à les remettre dans le circuit. Seule contrainte, bien mince : sur la couverture du livre donné, une large étiquette «Cicul' Livres» est apposée, signalant qu'il appartient à tous et doit circuler. Voilà l'occasion vertueuse d'alléger vos étagères ! Ou plutôt de les renouveler, car rien n'empêche d'emprunter autant d'ouvrages que souhaité (au milieu de pas mal de bouquins médiocres, on trouve souvent des petites perles). L'initiative revient à 3 conseillers du quartier parisien de Bel Air, auxquels rend hommage une de leurs consœurs, **Violette Attal-Lefi**, «car ils ont réussi le pari de l'imagination et de l'échange». Tenus par des institutions ou des bénévoles, les stands permanents ou périodiques (sur les marchés par exemple) se multiplient en effet dans les arrondissements de l'Est, et au-delà. A quand, maintenant, l'opération «Circul' Presse» ?

<http://circul-livre.blogspot.com/>

> BANLIEUE SUD : LE TRAM ATTEND

Paris-centre servi 2 fois plus vite

Il a fallu 5 ans pour tenir l'engagement du maire de Paris d'un tramway sur le boulevard des Maréchaux : on applaudit ! Depuis plus de 5 ans, d'autres excellents projets inscrits au schéma directeur d'Île de France sont au point mort. Serait-ce parce qu'ils concernent la périphérie, bien moins visible ? Tout indique, par exemple, la pertinence du projet de tram de Villejuif à Juvisy-sur-Orge : sa 1ère phase jusqu'à Athis-Mons doit desservir la plateforme aéroportuaire d'Orly et résorber un des pires points noirs automobiles de la région. Son tracé suit la nationale 7 et n'exige pas trop d'expropriations. Pourtant, les études traînent en longueur, l'Etat et la Région imputant les retards à la diversité des communes concernées. Mais l'absence de volonté politique est criante, comme le montre l'insuffisance des crédits inscrits au contrat de plan. Pourquoi le sud de Paris attendrait-il encore des lustres le tram d'Orly, un équipement aussi nécessaire et «rentable» que celui des Maréchaux ?



> RADIO FRANCE BIEN TIMIDE

Le Bondy Blog repassera

Il a fallu que viennent des Suisses (du journal l'Hebdo) pour révéler les talents cachés de journalistes de jeunes de Bondy, quand brûlait la banlieue, en novembre 2006. Le Bondy Blog vole maintenant de ses propres ailes, sérieux, audacieux, explorateur et porte-voix des cités.

Relayés dans la presse écrite, puis promus par Yahoo (voir l'onglet Actus-Présidentielles), ces blogueurs originaux se sont tournés vers le service public pour aborder l'élection présidentielle. L'émission hebdomadaire « Pas de quartier ! », préparée avec Radio France Bleue / Ile de France, se proposait de recevoir les candidats et de les confronter à la réalité des quartiers populaires. Elle restera, comme l'écrit dans le blog Mohamed Hamidi, « l'émission culte qui n'a jamais existé »... puisque la radio publique a finalement reculé ! MetroPol salue ces confrères de la nouvelle presse : ils n'ont pas dit leur dernier mot...

<http://yahoo.bondyblog.fr>

Retrouvez la Lettre MetroPol sur son site www.metro-pol.fr
Et recevez-la gratuitement par internet.

> SARKOZY, NON MERCI

Mais Royal saura-t-elle rassembler ?

A l'aune des sondages l'histoire hésite, pour Ségolène, entre trou d'air et décrochage. Pour reprendre de l'altitude et capter le vent de rejet du pouvoir sortant, elle a un moteur politique possible : mobiliser toute la gauche. En prend-elle le chemin en inscrivant dans son pacte l'encadrement militaire («si besoin») des jeunes délinquants, la régionalisation des prisons, et en reparlant du «libre choix» de l'établissement scolaire ? Pas sûr du tout, même si elle reprend à son compte des mesures de gauche, et même jacobines : ainsi, le droit pour l'Etat de construire des logements sociaux à la place des maires qui s'y refusent. Bové et Buffet n'attaquent pas trop Royal : espérons que ça dure. Fabius, DSK –et Mélenchon lui-même– la soutiennent sans barguigner, mais leurs militants sont tenus en lisière par le PS. La fédération de Paris, 1ère de France, a nommé cinq responsables de campagne (**Delanoë, Bloche, Brossel, Assouline et Peninou**), oubliant d'associer le sixième des adhérents qui avaient choisi Fabius. Il reste quelques semaines à la candidate et à son appareil pour rassembler, en paroles et en actes.

> LES ECOLES CONTRE LES EXPULSIONS

L'objection des consciences

Juin 2004 : choqués par l'arrestation des parents d'écoliers sans-papiers, des milliers de Français (profs, parents, militants) lancent un appel à les régulariser. Avec la formation du Réseau éducation sans frontières (RESF), c'est une lutte au long cours qui s'engage. Non sans effet ! Alors que Nicolas Sarkozy multiplie les expulsions d'étrangers irréguliers, la mobilisation du Réseau le conduit à proposer la régularisation de certaines familles, par une circulaire de juin 2006. C'est sa façon de chasser à la fois les voix du Front national et celles des humanistes de gauche... Bilan dans l'Essonne, 14% seulement des demandeurs obtiennent des papiers: 193 sur 1.289. Les autres élèves (les Abdel, Fatima, Hua...) continuent de vivre sous la menace. Des collectifs, aidés par des mairies de gauche, organisent des parrainages : 1.000 enfants sont ainsi suivis dans le 91. Le système d'alerte réussit parfois, comme à Paris-12e, où la grève du Lycée Théophile Gauthier et le 1er adjoint Ps, Alexis Corbière, parviennent, fin janvier, à faire libérer du centre de rétention une mère chinoise installée depuis 7 ans. Pour les sans-papiers intégrés en France, l'espoir réside dans l'engagement de Ségolène Royal à régulariser sur 3 critères : durée suffisante de séjour en France, ou scolarisation des enfants, ou contrat de travail (signé ou promis).

<http://www.resf78.ouvaton.org/>

Le scandale du logement

En finir avec l'indignité de la République

Il y a urgence. Le logement est trop cher, le logement social trop rare. Les prix de l'immobilier flambent : ils ont doublé en 7 ans. Les ventes à la découpe sont en plein essor : à Paris, en 10 ans, elles ont concerné 62 000 logements, ce qui représente 15% des transactions. La ségrégation spatiale et les discriminations dans l'accès au logement minent la cohésion de notre société.

Les gouvernements de droite au pouvoir depuis 2002 sont restés inertes. Pire même, sous Raffarin et Villepin, la République a soutenu avec déraison le marché. La création en 2003 des sociétés immobilières d'investissement cotées – exonérées d'impôt sur les plus-values et les bénéficiaires moyennant le paiement d'une taxe de sortie – a renforcé la spéculation, les ventes à la découpe, et a privé de ressources le budget de l'Etat.

L'avantage fiscal « Robien » a encouragé une véritable industrie de la vente de produits défiscalisés sans contrepartie sociale, ignorant les vrais besoins et contribué à la dérive des coûts. Enfin l'allongement de la durée des prêts, seule à même de rendre supportable la hausse des prix, accroît les risques pour les emprunteurs et augmente leur endettement.

Il faut donc une politique radicalement différente, et aller dans trois directions :

□ **Revenir à des prix raisonnables et lutter contre la spéculation immobilière**, en instaurant un moratoire sur les loyers en guise de rattrapage, en encadrant mieux l'évolution des loyers et des transactions immobilières, en limitant de façon draconienne les ventes à la découpe et en renforçant la fiscalité sur les plus-values immobilières et foncières. Quant à la défiscalisation « Robien » et aux cadeaux faits récemment aux sociétés foncières, ils ne sauraient perdurer. Enfin, la généralisation des établissements publics fonciers locaux permettrait la constitution rapide de réserves foncières indispensables pour réaliser du logement social.

□ **Répondre aux vrais besoins, en construisant 500 000 logements par an, dont une majorité de logements sociaux.** Il manque deux millions de logements en France : je propose de rattraper ce retard en 4 ans. Si l'accession sociale à la propriété, et non pas la fausse bonne idée de la vente des immeubles HLM, doit être relancée, je souhaite donner également un nouveau

souffle aux HLM. C'est plus de 120 000 logements locatifs HLM qui doivent être construits chaque année, avec une proportion importante de logements vraiment sociaux. Pour cela, je préconise le financement par l'Etat du tiers du prix du foncier et la création d'un prêt HLM à taux zéro pour les constructions. L'accession sociale sécurisée doit être relancée avec une TVA à 5,5% pour les foyers gagnant moins de 3 SMIC. En outre, une loi foncière faciliterait la mobilisation des terrains de l'Etat et rendrait obligatoire la réalisation de 20% de logements sociaux dans toute opération immobilière, à l'instar de ce que Bertrand Delanoë a imposé à Paris.

□ **Casser les ghettos et réussir le brassage social.** A rebours des lenteurs actuelles de la politique de la ville il faut réduire

le décalage entre les intentions affichées et les actions effectivement menées. A cette fin, le droit au logement doit devenir opposable pour contraindre la puissance publique à une obligation de résultat. Mais le débat doit s'instaurer vite sur les moyens indispensables pour y parvenir.

Et je propose de créer une sécurité sociale pour le logement : la Couverture logement universelle qui sécurisera simultanément le bailleur et le locataire, en levant les obstacles financiers à

l'accès au logement (caution, garantie) et au maintien dans les lieux (prévention des expulsions).

Rien ne sera possible sans une mobilisation générale, avec la création d'une grande administration du logement et de la ville, pilier d'un service public du logement, garant de l'opposabilité du droit et sans une relance financière : le pays doit consacrer désormais 2% de son PIB aux dépenses publiques pour le logement grâce à la fiscalité sur les plus-values immobilières, à l'extension du 1% logement aux entreprises et collectivités publiques, à la taxation des logements vides, à l'utilisation pleine et entière du livret A qu'il faut défendre à Bruxelles, à l'orientation de l'épargne des Français vers cet enjeu.

La gauche doit mettre la nouvelle politique du logement dans ses toutes premières priorités et ouvrir la voie à une civilisation de l'urbanité républicaine !

« Le scandale du logement » (250 pages)

publié en 2005 (Ed. J.C. Gawsewitch)

Blog de l'auteure : <http://lienemann.typepad.fr>



Marie-Noëlle Lienemann est dirigeante du PS, qu'elle veut «ancré à gauche». Aujourd'hui députée européenne de la région nord-ouest et Vice-Présidente de la région Nord-Pas de Calais, elle a été deux fois ministre du Logement, en 2001/2002 et en 1992/1993. Outre les questions d'habitat, qu'elle pratique aussi en responsable des coopératives de HLM, elle a d'autres terrains d'intervention comme l'écologie (eau, directive Reach...), les services publics et les droits sociaux (formation professionnelle, temps de travail...). Son dernier livre, écrit avec Alain Vidalies fin 2006, s'intitule «L'air du temps... ou le temps de la gauche» (Ed. Pharos).



Pour partager l'info à gauche en Ile de France (politique, associative, syndicale, culturelle), voici une transversale citoyenne entre les cercles militants et institutionnels. À vous de la dessiner en nous écrivant.

FEVRIER

> JE 22

« Une justice moderne et citoyenne » débat avec Didier Hamon, universitaire, dans le cadre de la campagne de Ségolène Royal – 19h45 – Patronage laïque 72 av Félix Faure 75015

> VE 23

« Initiative pour une Constituante européenne » colloque avec des personnalités de onze pays européens : députés socialistes et communistes italiens, allemands, espagnols (Gennaro Migliore, Jean-Maurice Dehousse...), le constitutionnaliste Dominique Rousseau, etc. L'état du débat institutionnel dans les différents pays de l'UE / La démocratie au niveau européen, passé et futur – de 10h à 12h30 puis de 15h à 19h – au Sénat (inscription : voir ci-dessous) ...

> SA 24

... suite du colloque européen « Pour une Constituante » : L'enjeu européen et la présidentielle français : position des candidats de gauche / Intervention de Jean-Luc Mélenchon et des animateurs européens de l'Initiative – de 10h à 12h30 puis de 15h à 18h – Sénat 15 rue de Vaugirard 75005 – Inscription préalable en ligne sur [http://www.pourlarepubliquesociale.org/]

Assises nationales pour la sécurisation de l'emploi et de la formation – matinée > 4 ateliers : Contrats de travail et statuts / Institutions / Pouvoirs des salariés, des citoyens, des entreprises / Moyens financiers – après-midi > synthèse, débat et intervention de Marie-George Buffet – de 9h à 16 h 30 Espace Niemeyer, 2 place du Colonel Fabien 75019 Inscription : sbauer@pcf.fr - 0140401278 - fax : 0140401269

> ME 28

Louis Schweitzer, président de la haute Autorité de lutte contre les discriminations (Halde), en conférence-débat à l'invitation de l'association Ni putes ni soumises – 19h – Maison de la Mixité 70 rue des rigoles. 75020 [http://www.niputesnismises.com/xlagenda327]

MARS

> JE 1er

Clichy (92) – Attac propose une conférence-débat avec Pierre Khalfa, secr. national d'Union syndicale Solidaires (Sud), membre du conseil scientifique d'Attac : garantir les besoins sociaux (eau, transports, énergie...) face au néolibéralisme ; soutenir la sécurité économique et sociale face aux actionnaires – 20h30 – Salle Heidenheim, Place du marché

« Diversité culturelle, refus du tout-marchand dans l'art et la culture » débat avec Marie-George Buffet, des artistes et personnalités de la culture – 19h (puis soirée musicale après 22h) – Cabaret Sauvage, Parc de La Villette 75019 – restauration possible. Inscription auprès de : lo.live@mariegeorge2007.org

« L'Europe sociale » débat avec Harlem Désir, député européen, dans le cadre de la campagne de Ségolène Royal – 19h45 – Patronage laïque 72 av Félix Faure 75015

> MA 6

Lognes, Val Maubué (77) débat avec Arnaud Montebourg, dans le cadre de la campagne de Ségolène Royal – 20h30

> ME 7

Massy (91) – réunion du Réseau 91 Education sans frontières – 20h30 – Cimade : 80, rue du 8-mai -1945 infos : resf91@ml.free.fr

(du 7 au SA 10 mars) « Le ciel bleu des billets verts » humour et poésie d'une pièce de David Cayla, déjà jouée au festival d'Avignon – Un golden boy devient SDF et se confrontent les idées reçues des deux mondes – Théâtre 88 rue de la Jonquière 75017 Résa & infos : bizarrejereve@yahoo.fr – 01 44 75 94 97

> JE 8 au JE 15

Île de France : 3 congrès académiques du Snes (syndicat national des enseignants du second degré) pour les académies de Versailles les 8, 15 et 16 [versailles.snes.edu], de Créteil les 13, 14 et 15 [creteil.snes.edu] et de Paris les 14 et 15 [paris.snes.edu]

> SA 17

Evry (91) Parrainage de familles sans-papiers – 14h – suivi d'un débat animé la Ligue des Droits de l'Homme – Maison des jeunes et de la culture place du Général de Gaulle – contact : resf91@ml.free.fr

Livry-Gargan (93) Fête de la rose de la section PS – à partir de 20h – ancienne piscine, parc de la mairie

> DI 18

Villepinte (93) grand meeting de Ségolène Royal : « Le printemps de la France » – 14h – Parc des expositions de Paris Nord Villepinte (Hall 5) RER B

> JE 22

« Les services publics et l'Europe » débat avec Harlem Désir, député européen, et Sandrine Mazetier, candidate PS aux législatives à Paris-12e – infos sur [sandrinemazetier.fr]

> VE 23

(du 23 au 27 mars) la Terrasse politique au Salon du Livre. Journalistes, auteurs et responsables politiques débattent avec le public des grandes questions de la campagne électorale : environnement, éducation, parité... – 9h30 à 20h – Parc des expos, Porte de Versailles – entrée 5 € (gratuit pour lycéens, étudiants de moins de 26 ans) – [salondulivreparis.com]

> SA 24

Saint-Michel S/Orge (91) assemblée générale du Réseau 91 Education sans frontières – infos : resf91@ml.free.fr

Pierrefitte (93) Fête de la rose de la section PS – à partir de 19h30 [http://www.partisocialiste93.com]

« Les mouvements sociaux confrontés à la crise écologique » Séminaire organisé par Attac-France – 9h30-18h – Bourse du Travail 3 rue du Château d'eau 75010 Inscription : georges@attac.org 0141581748

> VE 30

Saint-Denis (93) jusqu'au 1er avril, Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme – Bourse du travail 9 rue Génin [ldh-france.org]